

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Politique et Révolution

Moscou vient de faire savoir qu'il est content de Lyon. Pardi, le Congrès de Lyon s'est incliné devant l'ukase de l'Exécutif. Le Parti communiste français a bien voulu continuer à s'occuper de questions syndicales, dans le sens indiqué par le message de Zinoviev le deuxième jour.

Ce message est une véritable encyclopédie : des ordres pour les fidèles, des anathèmes pour les hérétiques. Les fidèles ont obéi, les hérétiques persistent dans leurs erreurs. Expliquons-nous !

Le cliché ordinaire contre les anarchos-réformistes est bien usé. Ceux qui ont aidé la Révolution russe dans les moments difficiles ont peut-être autant de mérite que ceux qui vivent des restes de cette révolution.

La révolution ne se fait pas avec des invectives contre « la volonté à plumer », et avec du bluff sur les possibilités d'action. Elle aura d'autant plus de chances de réussir qu'elle sera la chose de toute une classe par l'union de tous les révolutionnaires.

La « conquête des masses » est une impossibilité pour une seule secte. Le recrutement des travailleurs est déjà difficile en période d'unité. En cette époque lamentable de divisions, où les plus robustes se fatiguent, comment peut-on concevoir que la masse indécise se rangera sous une bannière dont les porteurs se plaisent à embrouiller et à compliquer les choses les plus simples ?

Il faut créer des noyaux (communistes) dans toutes les entreprises » ordonne le grand stratège. Si le Parti communiste a cette prétention, d'autres peuvent l'avoir aussi. Et alors ? L'entreprise ou l'usine sera tirailée par tous les courants extérieurs qui voudront bien se donner le but de faire le bonheur des ouvriers ! Le syndicat devrait naturellement prêter appui ou s'effacer devant ces illégitimes manœuvres !

Merci bien ! Le seul moyen de créer des noyaux dans les usines, c'est par le syndicat. Le syndicat, indépendant de toute école politique, qui appelle tous les ouvriers à la lutte de classes, quelles que soient leurs convictions personnelles.

S'ils ont compris les nécessités révolutionnaires, tant mieux ; s'ils ont la compréhension peu avancée ou difficile, le syndicat s'en chargera bien mieux qu'à toute secte extérieure. Le contact des simples militants qui sont à l'atelier, et qui expliquent les luttes quotidiennes, est bien plus fécond que les articles et les discours des professeurs et des théoriciens les plus réputés.

Vouloir créer des noyaux dans les entreprises suivant une idéologie discutable, c'est introduire la division dans le travail, c'est repudier la valeur syndicale, c'est vouloir la démolition du peu de solidarité qui reste.

Sur ce terrain-là, le syndicat a des devoirs qu'il ne peut pas abandonner à d'autres. Ces devoirs sont tellement sacrés et impérieux qu'ils constituent des droits et des prérogatives. Le syndicat est un exécuteur testamentaire. Il ne peut pas confier sa part d'héritage révolutionnaire à des voisins cupides et insatiables qui, au lieu de le faire crucifier, l'anéantiront.

Nous ne comprendrons jamais une telle abdication, une telle déchéance du syndicalisme. Nous ne voulons pas accepter la diminution du syndicalisme révolutionnaire parce que nous ne votions pas être complices d'une amputation aussi préjudiciable à l'intérêt prolétarien.

Faut-il donc, pour être bon teint, voir les événements avec des lunettes orthodoxes ? Faut-il se mettre à genoux et dire Amen à toutes les sornettes et à toutes les insultes d'un Zinoviev ou d'un autre révérend de l'église bolcheviste ?

A ceux qui doutent encore de la subordination et des excommunications, qu'ils aient l'obligance de lire les conclusions du message cité.

Voici les lignes qui en disent suffisamment long :

« La collaboration qui s'est établie entre le Parti et la C.G.T.U. doit continuer, car elle est la garantie du succès des luttes futures de la classe ouvrière. L'essentiel pour le Parti, c'est la lutte la plus implacable non seulement contre la bourgeoisie, mais contre ses agents dans la classe ouvrière. Le prolétariat français ne vaincra pas, tant qu'il ne se sera pas guéri de ses malades chroniques réformistes et anarchistes. Seul le Parti communiste est en état de débarrasser la conception des masses ouvrières de l'idéologie bourgeoise et anarchiste. »

C'est le délégué de l'Internationale communiste qui dit que la collaboration doit continuer entre Parti et C.G.T.U. On sait ce qu'est la collaboration avec des secrétaires qui sont nommés par le Parti ou avec son assentiment. Un secrétaire confédéral a d'ailleurs déclaré à Bourges qu'il était le défenseur de cette I.C.

Et quand Zinoviev ordonne au Parti français la lutte la plus implacable contre les agents de la bourgeoisie qui se trouvent dans la classe ouvrière, on comprend tout de suite comment ont commencé et se continuent les luttes de tendances à la C.G.T.U. Ceux qui sont dans cette C.G.T.U. pour défendre l'I.C. sont les applicateurs zélés des mots d'ordre de Zinoviev.

Le savant docteur s'en prend ensuite aux maladies chroniques réformistes et anarchistes. Si elles sont chroniques, elles sont incurables. Il faut tuer le malade pour vaincre la maladie. Est-ce la besogne que ten-

tent les communistes de la C.G.T.U. ? Qu'est-ce qu'une maladie réformiste ? Vouloir des réformes ? Vouloir opérer légalement ? Mais alors, nous sommes tous atteints plus ou moins ! C'est donc un mal de se défendre avec de faibles moyens quand il y a nécessité ! Est-il préférable de ne pas se défendre du tout ?

Il ne faut pas confondre les gestes de conservation sociale et les gestes de défense sociale.

Les révolutionnaires russes ne sont-ils pas atteints de cette maladie, quand ils éblouissent la N.E.P., quand ils entrent dans le concert des puissances capitalistes, quand ils envoient un amiral rouge à la Conférence bourgeois internationale des armements ?

Et la maladie anarchiste ? Vouloir que la Révolution continue, vouloir la force du syndicalisme, c'est évidemment son indépendance, vouloir que la transformation soit avantageuse pour tous, défendre la liberté du prolétariat contre la dictature d'une secte hargneuse, c'est être atteint de la maladie anarchiste.

Est-ce bien la peine de discuter de pareilles insolences ? Passons à autre chose.

Le Congrès communiste de Lyon est totalement convaincu de la domination de la politique sur le syndicalisme, qu'il a envisagé l'unité syndicale, non pas en laissant le soin aux syndiqués, aux deux C.G.T., mais en en chargeant les partis sociaux.

Dans les trois conditions que le P.C. impose aux partis socialistes, il en est une qui a trait à l'unité syndicale. Faut-il que ces gens-là prennent le syndicalisme pour un petit garçon ?

Ne leur en déplaît, l'unité se fera. Elle se prépare déjà, et elle se fera d'autant mieux et plus vite, que les politiciens, y compris ceux qui se disent communistes, ne s'en occuperont pas.

B. BROUICHOIX.

•••••
LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN

Goldsky est innocent

A sa sortie de l'hôpital de Troyes, il sera transféré au quartier politique de Clairvaux ; prochainement, la révision de son procès sera ordonnée. Ce sont, tout au moins, des promesses gouvernementales.

Pour que les gouvernements ne les oublient pas, entourez Goldsky de votre vigilante affection et venez tous ce soir, à 20 h. 30, au

GRAND MEETING
SALLE DES SOCIÉTÉS SAVANTES
8, RUE DANTON, 8.

MM. LOEWEL, CORCOS, DELEPINE, avocats à la Cour ; René HERVY, sénateur ; Ernest LAFONT, député ; Georges PIOCH, GUERNUT, secrétaire général de la Ligue, montrent que GOLDSKY est innocent, totalement innocent du « crime » qu'on lui impute, et demanderont la révision à laquelle il a droit.

Aujourd'hui, le personnel des fabriques de luxe se réunira à la Bellevilloise, 23, rue Boyer, à 15 heures. Une permanence y est établie toute la journée.

Les ouvrières et ouvriers des grandes maisons s'assembleront à la même heure à la Bourse du travail.

La journée sera peut-être décisive, et les grévistes, ardents et unis, ont bien fait de refuser l'aumône qui leur était offerte. Ils obtiendront les six francs par jour dont ils ont besoin pour se défendre contre la hausse du coût de la vie.

•••••
Ce soir

Dans l'attente de sa libération

C'est aujourd'hui que la décision ministérielle, en ce qui concerne la libération de Jeanne Morand, a dû être prise.

Quand sera-t-elle appliquée ? Vu les lenteurs administratives, peut-être pas avant la fin de la semaine.

Inutile de dire que nous annoncerons à nos lecteurs — sitôt qu'elle sera venue un fait — la libération de notre amie.

Vers la grève générale de la Chaussure parisienne

La grève s'est développée rapidement dans la journée d'hier. On peut évaluer le chiffre des grévistes à 6.000.

Des réunions simultanées, où les grévistes étaient nombreux, ont été tenues à la Bourse du travail, à la Bellevilloise et à la maison des syndiqués du XIII^e.

Dans le XIX^e, le chômage est complet, notamment chez Dressoir (marque Incroyable et Fayard) où le personnel de l'entreprise s'est joint aux cordonniers. Dans cette seule maison, il y a 1.800 grévistes.

Dans le XX^e où se fabrique la chaussure de luxe et de grand luxe, les ouvriers de la maison Michaud et d'autres établissements sont également entrés en lutte pour réclamer les 20 % d'augmentation. Il fallait voir hier l'affluence dans la grande salle de la Bellevilloise.

Dans le XII^e se fabrique la petite chaussure. C'était la citadelle du patronat. Hier, la forteresse patronale a été victorieusement battue en brèche et la réunion importante du boulevard de l'Hôpital l'atteste. Les plus importantes maisons sont en grève.

L'effervescence d'hier va s'augmenter aujourd'hui. Nous allons assister à une grève générale de la chaussure parisienne. Il n'y a pas besoin d'être profond psychologue pour prévoir cette situation. La faim fait sortir le loup du bois, et les exploitations de la chaussure, stimulées par le fluide révolutionnaire de la nécessité, répondront tous présents aux appels opportuns de leur syndicat.

Aujourd'hui, le personnel des fabriques de luxe se réunira à la Bellevilloise, 23, rue Boyer, à 15 heures. Une permanence y est établie toute la journée.

Les ouvrières et ouvriers des grandes maisons s'assembleront à la même heure à la Bourse du travail.

La journée sera peut-être décisive, et les grévistes, ardents et unis, ont bien fait de refuser l'aumône qui leur était offerte. Ils obtiendront les six francs par jour dont ils ont besoin pour se défendre contre la hausse du coût de la vie.

•••••
Ce soir

à 20 h. 30, Maison Commune, 49, rue de Bretagne

ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE des adhérents à la Fédération Anarchiste de la région parisienne.

Ordre du jour :

La campagne pour l'amnistie : meetings et manifestations ; Propagande générale de la Fédération ; Discussion sur le Libertaire ; Opportunité d'un Congrès.

Faites bien attention, camarades de province !

A l'heure actuelle notre Libertaire compte 1.770 abonnés qui se répartissent de cette façon :

Province 1.400
Paris et banlieue 520
Extérieur 150

La vente du Libertaire au numéro, en province, par les soins de la Maison Hachette, se monte quotidiennement à 3.500 exemplaires.

En achetant chaque jour son journal au numéro, le lecteur dépense par an 72 FRANCS.

Et l'abonnement ne coûte pour une année que 64 FRANCS.

Nous nous expliquons fort bien pourquoi le camarade habitant Paris ne s'abonne pas à son Libertaire. Il tient à le lire en allant à son travail et comme le facteur ne l'apportera pas avant neuf heures du matin à son domicile, il le prend chez le premier marchand de journaux qu'il rencontre sur son chemin.

C'est vrai, camarades de province : l'EXISTENCE du journal est entre vos mains.

Si vous ne cessez point de le prendre au numéro pour vous y abonner, vous seriez les artisans de sa perte.

Car, si le Libertaire quotidien n'a pas

CINQ MILLE ABONNÉS avant TROIS PETITS MOIS, il sera obligé de disparaître.

Vous voilà donc prévenus.

A vous de dire votre dernier mot.

En tous cas, n'attendez pas trois mois pour vous y abonner ; faites-le immédiatement.

Camarades, sauvez votre quotidien.

Il donne ainsi ses sous aux intermédiaires et les refuse à son Libertaire.

Car si ce lecteur au numéro n'a pas la possibilité de s'abonner à son organe ; pour un an parce qu'il lui faut débourser un seul coup 64 FRANCS ;

pour six mois parce qu'il lui faut débourser d'un seul coup 32 FRANCS ;

à qui fera-t-il croire qu'il n'a pas les moyens de prendre un abonnement de trois mois pour 16 FRANCS, quand il sait que la VIE de son Libertaire en dépend ?

C'est vrai, camarades de province : l'EXISTENCE du journal est entre vos mains.

Si vous ne cessez point de le prendre au numéro pour vous y abonner, vous seriez les artisans de sa perte.

Car, si le Libertaire quotidien n'a pas

CINQ MILLE ABONNÉS avant TROIS PETITS MOIS, il sera obligé de disparaître.

Vous voilà donc prévenus.

A vous de dire votre dernier mot.

En tous cas, n'attendez pas trois mois pour vous y abonner ; faites-le immédiatement.

Camarades, sauvez votre quotidien.

Il donne ainsi ses sous aux intermédiaires et les refuse à son Libertaire.

Car si ce lecteur au numéro n'a pas la possibilité de s'abonner à son organe ; pour un an parce qu'il lui faut débourser un seul coup 64 FRANCS ;

pour six mois parce qu'il lui faut débourser d'un seul coup 32 FRANCS ;

à qui fera-t-il croire qu'il n'a pas les moyens de prendre un abonnement de trois mois pour 16 FRANCS, quand il sait que la VIE de son Libertaire en dépend ?

C'est vrai, camarades de province : l'EXISTENCE du journal est entre vos mains.

Si vous ne cessez point de le prendre au numéro pour vous y abonner, vous seriez les artisans de sa perte.

Car, si le Libertaire quotidien n'a pas

CINQ MILLE ABONNÉS avant TROIS PETITS MOIS, il sera obligé de disparaître.

Vous voilà donc prévenus.

A vous de dire votre dernier mot.

En tous cas, n'attendez pas trois mois pour vous y abonner ; faites-le immédiatement.

Camarades, sauvez votre quotidien.

Il donne ainsi ses sous aux intermédiaires et les refuse à son Libertaire.

Car si ce lecteur au numéro n'a pas la possibilité de s'abonner à son organe ; pour un an parce qu'il lui faut débourser un seul coup 64 FRANCS ;

pour six mois parce qu'il lui faut débourser d'un seul coup 32 FRANCS ;

à qui fera-t-il croire qu'il n'a pas les moyens de prendre un abonnement de trois mois pour 16 FRANCS, quand il sait que la VIE de son Libertaire en dépend ?

L'extermination des révolutionnaires emprisonnés en Russie

QUELQUES PRÉCISIONS SUR SOLOVIETZKI

Au camp de Solovietzki, le personnel de l'infirmérie ne vaut pas mieux que le reste de l'administration. C'est lui qui s'est opposé à ce que les prisonniers traités à l'infirmerie reçoivent des rations supplémentaires.

Trois détenus, Zorokhovitch, Traigher et la citoyenne Leibst, n'ont trouvé à l'infirmerie, au lieu des soins que leur était nécessaire, qu'outrages et pires violences. Le 21 août dernier, au moment de leur sortie de l'infirmerie, ces trois camarades ayant protesté contre la tentative de les fouliller, ils furent roués de coups, garrotés, jetés sur une charrette et c'est dans cet état qu'ils furent réintroduits dans la prison.

Le 23 août, nouvelle scène de violences, au couvent Savateyevski (une partie du monastère), à l'occasion de l'arrivée d'un nouvel échelon de prisonniers, comprenant plusieurs social-démocrates (les époux Kouchine, Vera Arkhavina, Louït, Kritchevski) et 23 socialistes-révolutionnaires ; ils étaient transférés de Novo-Nicolaievsk et étaient de faire la grève de la faim à Arkangel. Dans le courant de la nuit, tous ces détenus furent frappés avec une brutalité inouïe. La scène avait été manifestement organisée d'avance : on avait distribué les rôles aux gardiens, préparé les cordes, les baillons, etc... Vera Arkhavina, gravement malade, fut particulièrement malmenée. Tout le monde fut garroté et transféré dans une autre prison.

On compte parmi les prisonniers de Solovietzki huit membres d'une Union de la Jeunesse social-démocrate, arrêtés le 6 septembre dernier près de Kiev. Ils furent transférés à Moscou sans avoir été autorisés à voir leurs parents, ni à recevoir de chez eux les objets les plus indispensables. A Moscou, ces jeunes gens durent faire la grève de la faim pendant huit jours, avant d'obtenir le régime politique, ainsi que le droit de correspondre avec leur famille. Le 13 octobre on leur notifia leur condamnation à trois ans de déportation à Solovietzki, entre autre motif, pour s'être évadé de leur lieu de déportation. En réalité quatre d'entre eux n'avaient jamais été déportés : mais toutes les protestations des condamnés n'y changèrent rien. Ce même jour on tenta de les embarquer sans entrevues avec leurs parents, sans vêtements chauds, certains sans chaussures, et ce n'est qu'après que les jeunes détenus eurent montré toute leur énergie qu'on leur promit un meilleur traitement. Mais les promesses ne furent en grande partie tenues.

La navigation dans la Mer Blanche, était restée ouverte l'année dernière plus longtemps que d'habitude, l'envoi des déportés s'est prolongé jusqu'en novembre et de décembre. Solovietzki a reçu à ce moment un groupe de 17 social-démocrates, arrêtés en mars 1923 à Odessa. Parmi ces détenus, dont nous possédons les noms, il est de tout jeunes gens et quelques femmes. Mache, ouvrier imprimeur, est tuberculeux à un degré avancé, ainsi que plusieurs de ses camarades. Tous sont déportés pour trois ans au moins, et ont dû supporter les souffrances de l'immense voyage de la Mer Noire à la Mer Blanche.

On fait suivre aux prisonniers ce qu'on appelle sous le tzarisme « le chemin des étapes » : transfert dans des trains de marchandise ou à pied, de prison en prison, dans des conditions matérielles et morales épouvantables.

Le Groupe de Défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie.

Est-ce encore un assassinat ?

L'agence Central News communique la dépêche suivante :

Copenhague, 9 février. — Plusieurs centaines de personnes exilées aux îles Solovietzki, dans la mer Blanche, sont mortes de froid au cours du voyage. Il est officiellement annoncé à Moscou, dit un télégramme de Helsingfors, que les informés exilés ont péri au cours d'une tentative d'évasion.

Nous avons pour habitude de ne tenir aucun compte des dépêches d'agences relatives à la Russie. Nous reproduisons donc le télégramme ci-dessus sous toutes réserves.

Cependant, ce que nous savons sur les méthodes d'extermination employées par le gouvernement russe à l'égard des prisonniers politiques, donne à la nouvelle — aux chiffres près — une couleur de vraisemblance inquiétante. L'interprétation même du gouvernement russe tendrait à la confirmer.

« Tentative d'évasion », n'est-ce pas là l'explication employée couramment par les gouvernements pour couvrir l'assassinat des détenus par leurs gardiens ?

Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que le supplice du froid serait infligé aux otages du gouvernement russe. On sait qu'à Solovietzki, c'est-à-dire au Cercle Polaire, plusieurs de nos camarades exposés tout nus dans des cellules glaciales, par punition (?), ont eu les membres gelés.

Pour dimanche

Le groupe du 20^e organise à 14 h. 30, salle de l'Égalitaire, 17 rue de Sambre-et-Meuse, une

MATINÉE ARTISTIQUE

au profit de la propagande.

Le groupe théâtral interprétera le « Cul-
tivateur de Chicago ».

Orchestre symphonique de trente musiciens.

Dances orientales.

Concours assuré d'artistes et chansonniers de divers théâtres et concerts parisiens.

Le programme complet paraîtra intégralement dans notre numéro de dimanche.

MENDICITÉ ÉLECTORALE

Pour devenir quotidien, pour mener une action efficace en faveur de l'amnistie, pour éduquer le prolétariat, le *Libertaire* a demandé à ses lecteurs la somme de cent cinquante mille francs.

L'*Humanité* du 1^{er} février, par la plume de Louis Sellier, demande aux travailleurs de leur sombre cachot ? Il n'est pas question de cela du tout ; d'ailleurs l'*Humanité* se soucie que fort peu de l'amnistie, puisqu'elle approuve le gouvernement bolchevik qui emprisonne les meilleurs révolutionnaires.

Est-ce pour... Non ne cherchez pas plus longtemps. Ces deux millions serviront tout honnêtement, au dire du sieur Louis Sellier, à soutenir la lutte contre les partis bourgeois pendant la campagne électorale.

Tiens, est-ce que les communistes auraient l'idée de joindre leurs efforts aux nôtres pour opposer aux politiciens de toutes nuances une parole antiautoritaire ? Non... les élèves dictateurs qui ont nom Boris Souvarine et Cachin, les aspirants chefs d'état-major appelés « Vaillant-Conti et Traint » ne laissent passer aucune occasion de faire peser sur le prolétariat leur dictature autoritaire.

Les deux millions seront employés pour la propagande électorale des chefs du parti communiste français.

Ainsi Louis Sellier demande aux lecteurs de l'*Humanité* un sacrifice exceptionnel pour le parti. Il exhorte les ouvriers à prélever dix francs sur leur semaine, pour les envoyer au journal.

Voilà donc des exploits, des hommes qui sont obligés de lutter journalièrement contre les patrons, contre la vie chère, et les impôts, qui vont soustraire de leur salaire hebdomadaire la somme de 10 francs. Voilà des enfants que l'on privera d'un jouet, des compagnies qui seront obligées de resserrer les dépenses de leur ménage, des ouvriers qui remettent à plus tard l'achat d'un livre, ou d'un outil.

Et cela pour... pour la propagande électorale des très révolutionnaires (ils montrent bien en cette occasion leur révolutionnarisme de paille et leur principe de lutte de classes) Messieurs Cachin et Cie.

Pour se donner des maîtres qui n'ont pas hésité à revoleriser des syndicalistes, des maîtres qui les laisseront exploiter et qui les materont par n'importe quel moyens s'ils se révoltent pour servir l'orgueil, la cupidité et la folie de commandement de quelques polititians, en un mot, pour mettre entrave à leur propre évolution.

Mais les anarchistes sont là, pour dévoiler la ruse des autoritaires qu'ils soient blancs ou rouge écarlate. Et le *Libertaire*, devenu quotidien apporte déjà dans le monde entier une parole de vérité et de pur révolutionnarisme. Le prolétariat enfin averti par sa voix ne se laissera plus dupé par des politiciens qu'ils s'appellent Poincaré ou Cachin, Mac Donald ou Mussolini.

JUNIOR,
de la Ciotat.

Qu'en pensez-vous, Monsieur Colrat ?

Nous avons relaté hier l'expulsion du frère de M. Colrat, ministre de la justice et garde des sceaux.

M. Raymond Colrat, journaliste, fut, on le sait, expulsé de Tunisie, par mesure administrative.

L'Agence Havas nous communique la dépêche suivante :

« Marsella 14 février. — A bord du paquebot *Oujida*, courrier de Tunis, arrivé matin, se trouvait M. Raymond Colrat, secrétaire général du journal *Le Petit Matin*, de Tunis, expulsé de la régence par mesure administrative. »

Allons, Monsieur Colrat, Monsieur le ministre, que pensez-vous de la mesure prise contre votre frère ?

Approuvez-vous les autorités d'outre-Méditerranée ou les désapprouvez-vous ?

Et n'allez-vous pas faire quelque chose pour votre frère ?

Où aller ce soir ?

Théâtres lyriques

OPERA. — 20 h. 30 : Antar.

OPERA-COMIQUE. — 20 h. : Mme Butterfly ; Le Petit Elysée ferme l'œil.

VARIETES. — Matinée et soirée : Ciboulette (Musique de Raynold Hahn).

TRIANTON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h. 30 : La Fille de Mme Angot.

OPERA-FRANCAISE. — 20 h. : Le Tambour sous l'Arc de Triomphe.

ODEON. — 20 h. 30 : L'Invitation au voyage.

THEATRE GORALAPARCIERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue, de Henry Batiale.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Le Torrent.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — 20 h. 30 : Au seuil du Royaume.

THEATRE DES ARTS. — 20 h. 45 : L'Epreuve du bonheur.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — Il faut que chacun soit à sa place (première).

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — 20 h. 30 : Voulez-vous jouer avec moi ?

ALBERT-1^{er} (troupe du Canard sauvage). — 21 heures : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h. Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazol, etc... « Ce sont les pitres », revue.

LE CARILLON. — A 21 h. La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h. Les chansonniers Jean Rieux, de Soutter, Remougnin, etc... et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses). — A 21 h., Charles d'Avray et ses chansonniers.

LES FAISEURS DE LOIS

La Chambre votera-t-elle les deux décimes ?

Les députés se sont reposés hier matin. On aurait donc pu espérer que la séance de l'après-midi se déroulerait dans le calme. Il n'en fut rien, et plusieurs incidents ont aggrémenté les discours du ministre des finances, et de M. Pierre Forgoet, député de la Marne.

M. le comte de Lasteyrie jongle avec les millions et les milliards, et l'on a l'illusion pendant quelques instants, trop brefs hélas, que devant cette richesse que l'on étaie, rien ne manque au pauvre contribuable. C'est sans doute la raison pour laquelle M. de Lasteyrie se propose de lui diminuer sa puissance d'achat de 20 0/0.

Le grand argentin de Poincaré estime que les deux décimes apporteront la richesse, non seulement à l'Etat, mais au pays tout entier, au petit commerçant, à l'ouvrier, etc., et alors, à notre esprit surgit cette pensée, que si les 20 0/0 n'entraient en rien la hausse de la vie, et est capable d'apporter le bien-être dans tous les foyers, pourquoi s'arrêter à ce chiffre, pourquoi ne pas proposer 40, 50, ou même 100 0/0 d'augmentation ? Ce serait, il nous semble de toute logique, et nous arrivions à vivre dans un pays de « Cocaïne ».

Mais M. de Lasteyrie sait bien qu'il n'est pas le seul à penser que l'application de la loi sera bénéfique pour les familles prolétariennes. Cela lui importe peu, et bien qu'il soit convaincu du désastre, qui sera la conséquence de l'application de la loi, il persiste néanmoins à demander à la Chambre de repousser l'amendement présenté la veille par M. Auriol, et de suivre le gouvernement qui pose la question de confiance.

L'on passe au vote, et Poincaré sort triomphant à nouveau, avec une faible majorité. La disposition du paragraphe trois de l'article premier de la loi est repoussée par 312 voix contre 212.

C'est le tour à M. Forgoet à venir exposer les raisons pour lesquelles il ne votera pas les deux décimes.

Le député de la Marne est un grand orateur, à la voix chaude et captivante, et cela change un peu l'atmosphère créée par le monotone discours du ministre des finances.

Et contrairement à tous les adversaires du gouvernement qui se sont succédé à la tribune, pour critiquer sans apporter aucune solution, il va présenter un contre-projet qui selon lui aura le pouvoir d'équilibrer le budget, sans présenter les inconvenients de la loi des deux décimes.

Le député de la Marne développe alors pendant une heure sa thèse qui consiste à lancer sur des billets de loterie, ou des obligations à lots, etc., etc., qui feront entrer dans les caisses de l'Etat une partie des billets de banque dont la pléthora entraîne fatallement la baisse du franc.

L'orateur termine en suppliant la Chambre de voter son projet avant celui du gouvernement. Si, par hasard, il était vaincu, il serait toujours temps d'accepter les deux décimes.

Le député de la Marne termine en suppliant la Chambre de voter son projet avant celui du gouvernement. Si, par hasard, il était vaincu, il serait toujours temps d'accepter les deux décimes.

Un Incident

Mais Poincaré est là, rageur, qui, par un mot, va déchaîner un tumulte indescriptible. Il reproche au député de la Marne d'être applaudi par la gauche, lui qui fut présenté par la droite.

Mis en cause, M. Pierre Forgoet répond au président du conseil, en termes cinglants, que ce n'est pas de lui qu'il peut accepter un tel reproche, alors que la majorité du gouvernement n'est composée que d'hommes de droite, et que son élection à la présidence de la République fut, elle aussi, le produit des voix réactionnaires.

Après quelques secondes de réflexions, Poincaré, rouge de colère, sous les huées de la gauche et de l'extrême-gauche, et sous les applaudissements de la droite, se dresse, et avec rage et violence cherche à regagner le terrain que cet incident inopportun pour le gouvernement, semble lui avoir fait perdre. Et une fois le calme rétabli, M. de Lasteyrie, qui est à la tribune pour contester la valeur du projet de M. Forgoet, continue à défendre les 20 0/0 d'impôts, et pose à nouveau la question de confiance.

Le Gouvernement est sauvé une fois de plus.

Maginot devient provocant

En fin de séance, une demande d'interpellation sur l'affaire Bersot — ce soldat fusillé au commencement de 1915 pour avoir refusé un pantalon sale — est présentée par M. Antériou.

Maginot défend ses subordonnés, et il demande que l'interpellation soit mise à la suite des autres; mais il le fait en de tels termes qu'il provoque des protestations sur divers bancs.

L'illustre « mutilé » se croit obligé de faire une apologie du militarisme, et prétend que toutes ces interventions n'ont qu'un but antipatriotique, et il lit un article paru dans *Le Quotidien*, relatif à l'affaire Goldsky.

Il s'attaque à ce pauvre prisonnier que tous les hommes de cœur défendent, et avec une partialité révoltante s'acharne, malgré l'indignation générale, sur celui qu'il appelle l'homme du *Bonnet Rouge*.

Ce qui n'empêche pas que l'association de coquins, qui peuplent cette salle, votera le renvoi de l'interpellation.

Séance ce matin à dix heures.

L'Antiparlementaire.

OCCASION

L'Homme et la Terre

d'Elisée RECLUS

6 forts volumes, très bon état

250 francs

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

La politique met parfois celui qui veut observer les faits, avec impartialité dans une curieuse situation.

Les incidents qui, depuis longtemps déjà, troublent toute une partie de l'Allemagne, se sont manifestés mardi, dans le Palatinat, d'une façon tragique, et le bilan de cette journée sanglante se chiffre par une grande quantité de morts et de blessés.

Cependant, nous ne pouvons, tout en déplorant de tels excès — prendre parti pour l'un et l'autre groupe de manifestants qui s'entrevoient pour une idée, pour une abstraction, pour une idée de Patrie, qui fit déjà tant de victimes.

Les Nationalistes et les Séparatistes sont aussi loin de nous, les uns et les autres. Mais à la fureur des Nationalistes viennent s'ajouter la haine du vaincu, car il est de notoriété publique que les Séparatistes sont soutenus dans leur propagande et dans leur action par les autorités françaises et belges.

Il ne faudrait pourtant pas tomber dans cette grave erreur, de voir avec satisfaction la révolte des Nationalistes allemands qui — nous n'en doutons pas — sont profondément touchés dans leur amour-propre, par l'arrogance et la provocation du militarisme français, qui règne en maître dans les régions libérées. Il faut éviter de tomber dans un travers, et si nous sommes opposés à la politique honteuse du gouvernement français, nous sommes, nous Anarchistes, opposés avec la même conviction, à la politique du gouvernement allemand, et de tous les gouvernements.

L'action sanglante qui s'est déroulée dans le Palatinat est le résultat de toute la démagogie politicienne, elle est l'effet des intérêts particuliers de certains groupes de financiers qui trouveraient un bénéfice dans l'autonomie nationale du Palatinat, alors que d'autres trouvent leurs intérêts en restant attachés au Reich.

Mais dans l'un ou l'autre cas le prolétariat exploité qui est la première victime de tous ces incidents, de toutes ces guerres civiles, n'a rien à espérer.

Que ce soit en Irlande, qui veut être détachée de l'Angleterre et se gouverner elle-même, que ce soit au Mexique, où la révolution bourgeoise est déclenchée chaque fois qu'un dictateur veut prendre le pouvoir, que ce soit au Palatinat, la classe ouvrière doit rester neutre et en dehors de tous ces coups de force.

Elle peut déplorier le sang versé inutilement. Mais prendre part à cette action n'est pas en elle-même, n'améliorera en rien son sort de paria et de déshérité. C'est la bourgeoisie qui s'écroute et l'heure approche, sans doute, où la classe ouvrière aura son rôle à jouer.

Saura-t-elle en profiter ? Là est toute la question. Nous espérons qu'elle saura faire son devoir.

J. G.

ALLEMAGNE

LE NOMBRE DES VICTIMES DE PIRMASENS

Mayence, 14 février. — Le nombre des victimes des incidents de Pirmasens est de vingt tués dont quinze séparatistes, et trente blessés dont quinze autonomistes.

Au cours de la bagarre de Bad-Dürkheim, il n'y a eu que sept blessés légers.

LA REPRESSEION

Pirmasens, 14 février. — La publication de la *Pirmasenser Zeitung* a été suspendue jusqu'à nouvel ordre.

De nombreuses perquisitions sont opérées. Conformément aux ordres qui ont été donnés, les routes sont gardées et les ponts du Rhin fermés. La circulation de nuit et la circulation en automobile sont interdites.

Dans plusieurs villes, toute réunion, tout rassemblement de plus de cinq personnes sont prohibés.

ET CA CONTINUE !

Frankenthal, 14 février. — Cet après-midi, vers 16 h. 30, des groupes atteignant deux à trois cents personnes, se sont massés devant la sous-préfecture de Frankenthal, siège des forces séparatistes de la région, et ont manifesté contre les séparatistes qu'ils ont invités à quitter les bâtiments.

Devant le refus des séparatistes, les ma-

nifestants se sont dispersés. La ville est absolument calme.

Des renforts de troupes arriveront dans la soirée à Frankenthal, et interviendront à la moindre alerte pour réprimer tout trouble qui pourrait se produire.

ENCORE DES BLESSÉS !

Bonn, 14 février. — De nouveaux troubles se sont produits dans les environs de Cologne.

A Wald, un combat a eu lieu entre la police et les manifestants qui ont fait usage de fusils et de grenades à main.

A Frechen, la police allemande s'est servie de ses armes contre les manifestants parmi lesquels se trouvent vingt blessés.

A Bruxelles, les policiers allemands qui avaient été désemparés par la foule ont reçu du renfort, et les manifestants, qui étaient au nombre de plusieurs milliers, se sont dispersés. On compte plusieurs blessés.

D'autre part, on signale qu'une échauffourée a eu lieu à Bad-Birkheim, au cours de laquelle plusieurs séparatistes auraient été blessés.

ET DES BOMBES !

Berlin, 14 février. — Quelques incidents se sont produits au cours des manifestations communistes d'hier : quatre bombes ont fait explosion à Lutgen, Darmstadt. A Eberfeld, des bagars ont eu lieu entre la police et les manifestants qui ont jeté des pierres et tiré des coups de feu.

A Barmen, un ouvrier a été atteint d'un coup de feu tiré par la police. Quelques attentats sans conséquences graves sont signalés en Saxe.

DES SANS-TRAVAIL MANIFESTENT

Berlin, 14 février. — Le mouvement communiste annoncé pour aujourd'hui, paraît avoir bien peu d'amplitude. A Hambourg, quelques centaines de sans-travail ont défilé. Les quelques affranchis qui s'étaient formés ont été dispersés sans peine par la police.

A Koenigsberg, les autorités militaires avaient ordonné l'arrestation des chefs du parti communiste pour faire échouer la manifestation projetée.

Quand des sans-pain manifestent dans la rue, le seul remède que trouvent les gouvernements de tous les pays, c'est généralement le « passage à tabac ».

Nos dirigeants ne connaissent pas d'autre moyen pour apaiser les souffrances des parties.

BELGIQUE

LES METALLURGISTES EN GREVE

Gand, 14 février. — Les ouvriers métallurgistes de Gand, au nom de trois mille environ, se sont mis en grève dans la matinée. Ils réclament une augmentation de salaire de 5 %.

ANGLETERRE

ENTRE PATRONS ET DOCKERS, LA SITUATION EST TENDUE

Londres, 14 février. — Les représentants des dockers et ceux des patrons se sont réunis aujourd'hui. Les pourparlers continueront demain, mais on craint qu'un accord n'intervienne pas. Les patrons des dockers de Londres se montrent intransigeants ; ceux de la province seraient disposés à faire des concessions.

NORVÈGE

A L'INSTAR DE L'ANGLETERRE

Christiansia, 13 février. — L'organe principal du parti ouvrier norvégien annonce que la Norvège a décidé d'accorder au gouvernement russe la reconnaissance de jure aux mêmes conditions que la Grande-Bretagne.

Le journal ajoute qu'il ne reste plus qu'à signer les documents.

Aucune communication officielle n'a été faite à ce sujet.

Un gouvernement de plus qui va reconnaître celui des Soviets.

Mais, au fait, n'est-ce pas normal ?

d'une rue, des soldats apparaissent. Ils firent feu. Le Viennois s'abattit la face contre terre. Le Piémontais rebroussa chemin, cherchant une porte, un passage, une issue. Fout ! Il tomba à son tour, frappé par derrière. Mémé blessée s'affissa sur lui. Dans l'église, les soldats avaient forcé la porte. Les prêtres et les chirurgiens se jetèrent à leur rencontre. Ils les repoussèrent, firent une première décharge. Les malheureux prisonniers dans la sacristie, se sentant perdus, s'éparpillèrent dans l'église. Les uns cherchaient un abri derrière les colonnes, d'autres se cachaient dans les confessionnaux, d'autres embrassaient l'autel comme des suppliciés. Hermia avait entraîné Victor dans le choeur, et là elle s'était agenouillée, la face tournée vers la mort. En se penchant vers elle, Victor vit sur les marches de l'autel le drap noir aux lettres blanches.

— Mes amis, dit-il à trois blessés qui se tenaient auprès de lui, voilà le moment de mourir.

Hermie s'était relevée. Il la prit dans ses bras, et le petit groupe debout attendit les balles. Une seconde, une troisième décharge. La foule armée remplissait l'église. Les soldats ivres lançaient des coups de balonnette aux cadavres. Les prêtres continuaient à crier : « Grâce ! » Le sang ruisselait sur la mosaique de marbre.

Alors, protégé par un officier, un homme parut qui jetait autour de lui des regards de curiosité désespérée. Derrière les piliers et les confessionnaux, dans les coins d'ombre, partout où il y avait des cadavres, il s'arrêtait, les yeux fixes ; puis il reprenait sa marche à travers l'église. Il arriva ainsi jusqu'à la grille ouverte du choeur. Il vit une robe.

En lisant les autres...

Et le « Dixmude » ?

Le Rappel nous fait souvenir bien à propos d'une certaine enquête qui devait avoir lieu, que l'on avait annoncée, et qui semble être passée dans le royaume de l'oubli. Le Rappel écrit :

En dépit de quelques notes officieuses parues dans les journaux, la deuxième enquête sur la perte du « Dixmude » semble être entrée dans la période de silence que connaît déjà la presse.

Le Rappel nous promet une troisième enquête... Mais celle-ci se ferait bien utile ?

Le coupable est connu, archi-connu ; tout le monde le désigne nommément, à la rue Royale aussi bien qu'au Parlement ; c'est M. Flaminius Raiberti, ministre de la Marine, qui la responsabilité dans ce cas particulier, n'est pas moins noire que l'incompétence générale.

Comment, d'ailleurs, en serait-il autrement ? Bon à tout, propre à rien, dit le populaire.

L'enquête en elle-même nous intéresse fort peu, mais il nous plairait que les responsables se voient jeter une fois pour toutes leurs crimes à la face.

M. Bérard n'a pas le temps

Nous avons déjà fait remarquer combien les « officiels » s'étaient peu dérangés pour célébrer le cinquantenaire de la mort de Michelet. Ce fut, pour son malheur, un « libéral »...

Et M. Georges Ponsot de s'écrier dans *La Lanterne* :

Le cinquantenaire de Michelet n'a pas ému M. Léon Bérard, Michelet ? Qu'est-ce que Michelet a côté de M. Raynal, l'auteur du « Tombeau sous l'Arc de Triomphe » ?

Ah ! ces évolutionnistes !

Dans *L'Humanité*, M. Boris Souvarine parle de Londres et le compare à Moscou, ce « pôle excentré des politiciens opportunistes ». Il écrit :

Il y a beau temps que les communistes souhaitaient au « Labour Party » le pouvoir et prévoyaient cette éventualité comme une étape nécessaire et prochaine. Aujourd'hui, le « Labour Party » est au pouvoir, et nous sommes contents. La seule chose que nous puissions regretter, c'est que le communisme anglais n'est pas assez fort pour haïr l'événement.

Et M. Boris Souvarine considère le ministre Mac Donald comme une étape qui conduira le peuple anglais vers le paradis soviétique.

Il ne raisonnable plus, toutefois, comme le faisait Cachin. Il écrit, s'abritant derrière Lénine :

Lénine savait bien que nous ne convaincions pas les ouvriers anglais par des discours et des brochures et il se convaincra eux-mêmes avec l'aide des communistes naturellement — par leur propre expérience !

Voilà certes une volte-face un peu lourde et *L'Humanité* nous permettra de mettre en doute une pareille logique !

Il est vrai qu'on ne peut pas être bien sûr en matière de logique lorsque l'on est politicien...

Les huit heures

Dans le *Quotidien*, M. Victor Vasseur écrit :

L'attaque contre les huit heures est générale. Elle se prépare de longue date dans les grands syndicats industriels qui sont sollicités par le bloc national d'apporter leur contingent pécuniaire aux élections, et qui ne fournissent pas gratuitement.

L'autre jour, sous la présidence de M. Dior, les présidents des chambres de Commerce ont signifié leur volonté.

Ils acceptent le double décime — qui, d'ailleurs, sera payé par les consommateurs — mais à condition.

C'est que la loi des huit heures reçoive une telle application qu'elle demeure inappliquée.

Il est été entendu, car ils ont les moyens de se faire entendre.

M. Engerand a demandé lundi à la Chambre des députés quels étaient les termes de plus par jour. Contribution patriotique, dit-il. Il est doux que les mineurs fassent une heure de plus par jour. Contribution patriotique, dit-il. Il est doux que les mineurs qui ont lutté vingt ans contre les longues journées se laissent convaincre.

M. Forgeot va plus loin. C'est à tous les travailleurs de France qu'il voudrait imposer, pen-

— Ce n'est peut-être pas elle ! dit l'officier.

Mais il l'avait reconnue et, se précipitant sur le cadavre, il criait :

— Ma fille !

EPILOGUE

LA ROBE DE SOIE

Un an s'est écoulé. Le mouvement de la fabrique a repris. Onze cents familles portent le deuil ; mais les deuils isolés ne troubleront pas l'harmonie générale, et la société bourgeoise, victorieuse des émeutes, est convaincue qu'elle tournera éternellement comme la terre.

Claudius a succédé à son père. M. Chazal vit à Saint-Germain-en-Laye. Solitaire, farouche, ne rompt la silence que pour accuser les insurgés sa fille.

Fournier, sorti de prison, est revenu à ses métiers. D'abord il voulait s'expatrier avec les siens, partir pour les Etats-Unis ; mais trop de liens l'attachaient à la ville où il était né, où il s'était marié, où il avait été bénit.

Le soir, quand il s'assombrit en pensant à la défaite, l'aveugle essaie de la consoler en lui disant : — Toi, du moins, tu verras la République !

Hélène n'a survécu que quelques semaines à son fils. La vie s'en est allée d'elle doucement, comme s'en va la lumière d'une lampe à mesure que l'huile baisse. Elle vivait par son fils. Lui parti, pourquoi se rait-elle restée ?

Mémé n'avait été que légèrement blessée. Dans la fièvre qui suivit le premier pansement, elle croit qu'elle voulait vendre son père, tuer les soldats, rejoindre Victor. Puis la fièvre est tombée ; la douce

dant un an, les neuf heures à la place des huit heures.

Et ainsi, d'après lui, le cours du franc serait relevé.

C'est une thèse bien simpliste.

L'Amérique, où l'on travaille souvent moins de huit heures, a maintenu intact son dollar.

La vérité est que les hommes du Bloc national tiennent tous les arguments pour bas, dès qu'il s'agit de combattre la législation sociale de la journée de huit heures surtout.

Tout progrès ouvrira les gênes ; toute atteinte à l'arbitrage des magnats industriels les mènera.

La vérité est même plus loin que cela. Les huit heures sont menacées dans le monde entier, et si les ouvriers n'y mettent pas fin, la journée de dix heures sera bientôt rétablie.

Et ce ne sont pas les socialistes qui empêcheront cet état de choses.

Ce sont les peuples eux-mêmes.

A TRAVERS LE PAYS

LA FIEVRE APTEUSE SEIT DANS L'ALLIER

Moulins, 13 février. — Le préfet de l'Allier a pris un arrêté ordonnant des mesures rigoureuses pour empêcher le développement d'une épidémie de fièvre apteuse qui sévit actuellement dans l'Allier et dans les départements limiteurs. Cet arrêté a été pris à l'occasion du cours général agricole qui s'ouvrira dans Moulins et prendra fin dimanche prochain

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Les grèves

Mouleurs-Mosaïstes de Paris. — La grève continue sans défaillance. Réunion générale de la corporation ce soir à 20 heures précises, bureaux 13 et 14, 4^e étage, Bourse du travail, afin de discuter sur les propositions patronales et fixer la ligne de conduite de la corporation.

Présence indispensable en raison de la gravité de cette réunion.

Baleiniers de Paris. — Après la démission d'un délégué ministériel, les patrons ont offert un franc d'augmentation qui fut jugée insuffisante par les grévistes. Ces derniers sont décidés à aller travailler ailleurs plutôt que de rentrer avec si peu.

Une réunion aura lieu ce matin à la Bourse du travail.

Vidangeurs de Paris. — Les ouvriers de la maison Moritz ont cessé le travail, réclamant une augmentation de 5 francs par jour.

A la succursale d'Arcueil, les charretiers se sont solidarisés avec leurs camarades de Paris.

Blanchisseuses de Pantin. — Les ouvrières de la maison Leducq ont cessé le travail, demandant une augmentation de salaire. Elles ont adhéré au syndicat.

Fondeurs de Choisy-le-Roi. — Les ouvriers de la Compagnie parisienne de fonderie se sont mis en grève, réclamant la réintégration d'un camarade et une augmentation de salaires.

Etablissements Damoy. — La grève continue dans son ensemble, malgré la défection de quelques-uns qui font le jaune comme Monnousseau.

Manufacture de Beauvais. — Le mouvement s'étend, les échenilleuses sont entrées dans le conflit avec les ateliers de tissage. Il y a 200 grévistes.

Cordonniers de Mouy (Oise). — Le personnel de la fabrique Gellée fils a cessé le travail, réclamant une augmentation de salaires.

Teinturiers d'Halluin (Nord). — Les ouvriers de la maison Drefelin ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation horaire de 10 centimes.

La grève continue dans les maisons Honnoré et Bitauzé.

Granitiers d'Abainville (Meuse). — Les ouvriers de la société Le Granit ont cessé le travail, réclamant un relèvement de salaire de 15 %.

Textile de Ronchamp. — Le travail a été repris après 24 heures de grève à l'usine Mura, filature et tissage, avec promesse d'augmentation.

Tanneurs de Châteaurenault (Indre-et-Loire). — Les 400 ouvriers tanneurs, voyant que les pourparlers avec les patrons n'aboutissaient pas, se sont mis en grève pour réclamer une augmentation. Les patrons ont le culte de prétendre que les salaires actuels sont suffisants.

Pétroles de la région parisienne. — Le mouvement continue sans défaillance à la société Jupiter, à Juvisy.

A la Garenne-Colombes, les grévistes de la société Desmarais ont fait une manifestation à travers les rues.

Alimentation de Vitry-sur-Seine. — Les 200 ouvriers de la fabrique de pâtes alimentaires Groult ont fait hier la grève des bras croisés en attendant une augmentation de salaire.

Métaux de Paris. — Les ouvriers des usines Gnome et Rhône, boulevard Kellermann, au nombre de 700, ont quitté leur travail, hier matin, à 10 h. 30.

A midi 30, ils se sont réunis au nombre de 600 environ à la salle de l'Utilité sociale, 94, boulevard Blanqui.

Journaux parisiens. — La 21^e section du Livre avait présenté lundi dernier une demande d'augmentation de 3 francs pour le service de jour et 4 francs pour la nuit.

Le Matin, le Petit Parisien, le Petit Journal, le Journal et l'Excelsior, ont refusé. Il y a donc mise à l'interdit de ces journaux où le travail est partiel.

Imprimeurs de la manufacture de Saint-Etienne. — La grève se continue avec ténacité. Les syndicats du Livre placent les grévistes dans d'autres maisons et boycoittent la boîte en grève.

A part quelques pliés du bagne en révolte et deux inconscients qui acceptent les primes à la lâcheté, le mouvement est ferme dans l'établissement qui a la prétention d'être philanthropique.

Disons aussi qu'il est regrettable que les métallurgistes et employés de la « Manu », dont les salaires sont dérisoires, ne comprennent pas mieux la solidarité et la lutte de classes.

Les organisations du Livre sont décidées à aboutir. Elles comptent sur les camarades corporatifs de la région stéphanoise pour refuser les travaux de la « Manu ». Elles comptent sur le personnel de la maison Pigelet, à Paris, pour qu'ils ne confectionnent pas le « Chasseur français », journal réclame de la maison à l'interdit, ainsi que le grand catalogue.

Frappée à la caisse, le seul endroit sensible, la direction sera bien obligée d'accepter le cahier de revendications qu'on a signé l'année dernière les patrons imprimeurs de Saint-Etienne.

Métaux de Saint-Etienne. — Aux 300 ouvriers de l'usine Automoto (pièces de bicyclettes) s'étaient joints les 450 travailleurs de la pyrotechnie appartenant à la même société.

Les grévistes demandaient des augmentations de salaires, le renvoi d'un chef d'atelier et la réintégration d'un contremaître. A la suite d'une entrevue, les manœuvres ont obtenu 20 % d'augmentation et les professionnels 10 %.

Les questions des deux agents de maîtrise n'ont pas été solutionnées.

Les revendications

Services publics de Paris. — Le Comité intersyndical confère des services publics s'est élevé contre le rejet, par le Conseil municipal, de son cahier de revendications et s'est prononcé pour un relèvement des salaires.

La vie chère dans l'Aube. — La Commission départementale d'études du coût de la vie a fixé l'indice comparatif à 4.61

par rapport à 1914. La délégation ouvrière a estimé que les salaires devaient être augmentés en conséquence, puis elle a donné sa démission en raison de la campagne de calomnies menée contre elle par le parti communiste.

Monteurs en chauffage. — Les ouvriers et aides de la maison Sulzer viennent d'obtenir 5 % d'augmentation. Ils demandent 20 %. La section syndicale est à leur disposition. S'adresser au bureau 23, 4^e étage, tous les soirs de 18 à 19 heures et le dimanche de 9 à 11 heures.

Tramways de Lille. — Dans l'espoir de régner en divan, la direction a accordé une augmentation au personnel du roulement et l'a refusée aux ouvriers de l'exploitation.

Mais le syndicat va déjouer cette manœuvre patronale par des mesures en conséquence.

Bâtiment de Saint-Tropez (Var). — Après divers pourparlers, les ouvriers ont signé un accord avec les patrons, obtenant une augmentation horaire de 25 centimes pour les maçons et de 20 centimes pour les aides.

Alerte dans le 17^e

Dans le dix-septième, le camarade Albert Lucien, 36, rue Gauchet, doit être saisi le mercredi, 20 février, pour n'avoir pas payé l'impôt sur les salaires.

Nous invitons tous les camarades des 17^e, Saint-Ouen, Clichy, Levallois à venir nombreux pour empêcher les valets de Lasteyrie d'accomplir leur triste besogne.

Cordonniers de Mouy (Oise). — Le personnel de la fabrique Gellée fils a cessé le travail, réclamant une augmentation de salaires.

Teinturiers d'Halluin (Nord). — Les ouvriers de la maison Drefelin ont repris le travail après avoir obtenu une augmentation horaire de 10 centimes.

La grève continue dans les maisons Honnoré et Bitauzé.

Granitiers d'Abainville (Meuse). — Les ouvriers de la société Le Granit ont cessé le travail, réclamant un relèvement de salaire de 15 %.

Textile de Ronchamp. — Le travail a été repris après 24 heures de grève à l'usine Mura, filature et tissage, avec promesse d'augmentation.

Tanneurs de Châteaurenault (Indre-et-Loire). — Les 400 ouvriers tanneurs, voyant que les pourparlers avec les patrons n'aboutissaient pas, se sont mis en grève pour réclamer une augmentation. Les patrons ont le culte de prétendre que les salaires actuels sont suffisants.

Pétroles de la région parisienne. — Le mouvement continue sans défaillance à la société Jupiter, à Juvisy.

A la Garenne-Colombes, les grévistes de la société Desmarais ont fait une manifestation à travers les rues.

Alimentation de Vitry-sur-Seine. — Les 200 ouvriers de la fabrique de pâtes alimentaires Groult ont fait hier la grève des bras croisés en attendant une augmentation de salaire.

Métaux de Paris. — Les ouvriers des usines Gnome et Rhône, boulevard Kellermann, au nombre de 700, ont quitté leur travail, hier matin, à 10 h. 30.

A midi 30, ils se sont réunis au nombre de 600 environ à la salle de l'Utilité sociale, 94, boulevard Blanqui.

Journaux parisiens. — La 21^e section du Livre avait présenté lundi dernier une demande d'augmentation de 3 francs pour le service de jour et 4 francs pour la nuit.

Le Matin, le Petit Parisien, le Petit Journal, le Journal et l'Excelsior, ont refusé. Il y a donc mise à l'interdit de ces journaux où le travail est partiel.

Imprimeurs de la manufacture de Saint-Etienne. — La grève se continue avec ténacité. Les syndicats du Livre placent les grévistes dans d'autres maisons et boycoittent la boîte en grève.

A part quelques pliés du bagne en révolte et deux inconscients qui acceptent les primes à la lâcheté, le mouvement est ferme dans l'établissement qui a la prétention d'être philanthropique.

Disons aussi qu'il est regrettable que les métallurgistes et employés de la « Manu », dont les salaires sont dérisoires, ne comprennent pas mieux la solidarité et la lutte de classes.

Les organisations du Livre sont décidées à aboutir. Elles comptent sur les camarades corporatifs de la région stéphanoise pour refuser les travaux de la « Manu ». Elles comptent sur le personnel de la maison Pigelet, à Paris, pour qu'ils ne confectionnent pas le « Chasseur français », journal réclame de la maison à l'interdit, ainsi que le grand catalogue.

Frappée à la caisse, le seul endroit sensible, la direction sera bien obligée d'accepter le cahier de revendications qu'on a signé l'année dernière les patrons imprimeurs de Saint-Etienne.

Métaux de Saint-Etienne. — Aux 300 ouvriers de l'usine Automoto (pièces de bicyclettes) s'étaient joints les 450 travailleurs de la pyrotechnie appartenant à la même société.

Les grévistes demandaient des augmentations de salaires, le renvoi d'un chef d'atelier et la réintégration d'un contremaître. A la suite d'une entrevue, les manœuvres ont obtenu 20 % d'augmentation et les professionnels 10 %.

Les questions des deux agents de maîtrise n'ont pas été solutionnées.

CHEZ LES PEINTRES

Un mensonge scissionniste

Dans l'*Humanité* d'hier, un domino des commissions syndicales, Claverie (à notre syndicat depuis trois semaines), dit que je viole mon mandat au C.G.T. « je l'U-nion ».

Voici les faits : je me suis abstenu sur la motion de fidélité à l'U.D. et à la C.G.T. U. présentée par la Voiture-Aviation, en déclarant : « Je ne voterai pas cette motion car je prends cela pour de la blague, du cabotinage, la Chambre syndicale des Peintres restera fidèle à l'U.D. et à la C.G.T. U. tant que les cochons de payants n'auront pas marre de la sale besogne de division que fait le parti communiste dans les syndicats ; le jour où la majorité se prononcera dans un sens contraire, nous suivrons la majorité pour ne pas briser le syndicat. »

Je n'oublie pas qu'à deux voix de majorité mon syndicat s'est prononcé contre l'autonomie fédérale, mais comme il se réclame de la Charte d'Amiens, c'est elle que je voulais rappeler au C.G.T. qui a repoussé la motion que j'ai présentée de fidélité au syndicalisme de la Charte d'Amiens.

Je sais bien que tous les moyens sont bons pour abattre ce qui reste de vraiment syndicaliste. Laissons les menteurs à leurs calomnies.

LIGER.

CONGRÈS RÉGIONAL de la Minorité du Nord et du Pas-de-Calais

La Minorité syndicaliste du Nord et du Pas-de-Calais organise un congrès pour le dimanche 17 février, à 9 heures du matin, salle du Galion, rue de l'Arc, à Lille.

A tous, unitaires, autonomistes, la Minorité fait un pressant appel pour que vous veniez nombreux ou pour que vous nous fassiez représenter à ce congrès.

Pour renseignements, écrire à Sémat Albert, 3 bis, rue des Pénitentes, Lille.

Le Syndicalisme révolutionnaire à La Ciotat

Le camarade Bartholon, secrétaire de l'U.D. du Vaucluse, nous a fait une conférence.

Dans un discours clair, net et précis ce camarade fit un exposé saisissant de la situation actuelle. Il stigmatisa la guerre, les gouvernements, le capital et tous ceux qui, directement ou indirectement, font le jeu du capital contre le prolétariat.

Bartholon s'étendit sur la crété de la vie. Il fit bien voir que le mal venait, non seulement de l'occupation de la Ruhr, du Bloc National, du ministère Poincaré, mais qu'il avait ses racines dans la guerre, préparée par l'église et l'école au service des gouvernements.

Après les huit heures et la duperie des assurances sociales, Bartholon nous parla de l'Unité Syndicale. Là, il se détacha complètement de l'état-major de la C.G.T.U. et exposa un point de vue qui nous sembla évident.

Unité, comment ? Unité par la base et en dehors des chefs de n'importe quelle C.G.T. Unité par les travailleurs qui, conscients du rôle qu'ils doivent jouer dans le syndicat, balaieraient de magistrale façon les chefs et tous les permanents châtreurs du mouvement syndicaliste. Voilà le Féderalisme !

Bonne soirée pour le syndicalisme féderaliste.

Paul DENEGRI
des Boulanger

UN MOT PERSONNEL

Parce que ma parole n'est pas au diapason des *Amén* débâlis dans la tribu des Beni Oui Oui, je suis violentement pris à partie par un nommé Charpier, pissoir copié incontinent de l'*Humanité* régionale.

Il m'est facile de répondre à cet indigne. Contrairement à lui, je n'ai jamais servi d'intermédiaire entre exploitants et exploités, au détriment de ces derniers. Je n'ai pas fait dire de messe pour mon mariage. Je ne fréquente pas les sibres de la bourgeoisie. Je n'ai jamais violé mes mandats. Ma plume est libre et bénéfique.

N'insistons pas. Les chiens de la politique aboient, la caravane syndicaliste passe.

H. BARTHALON.

Lyon à l'Interdit POUR LES MAÇONS

Les camarades maçons de la Maison Meyer, au nombre d'environ 300, viennent de quitter le travail pour augmentation de salaire.

La Fédération du Bâtiment avertit les ouvriers de cette catégorie que Lyon est à l'interdit.

DANS LA LOIRE

Aux jeunes prolétaires

A l'appel lancé par notre camarade Lourdon, secrétaire de l'U.D.E. de la Loire, les jeunes de Saint-Etienne ont répondu

En présence d'une quarantaine de camarades, un exposé de la nécessité et du but des jeunes syndicalistes fut fait par divers copains. A l'issue de cette réunion un groupe fut constitué. Devant la rapacité toujours croissante du patronat qui voit dans les jeunes une proie facile parce qu'ils sont insouciants, obliquant trop vite devant les troubles de l'heure présente qui laissent suspendue sur la tête des jeunes — pour qui la vie n'a montré que ses bons côtés — cette véritable épée de Damoclès : la guerre, nous espérons que nombreux seront les jeunes qui viendront renforcer nos rangs pour pouvoir assurer par le bon combat contre les forces mauvaises, leur droit à une vie libre et agréable par le travail rédempteur.

Le secrétaire, CHASSON.

Communiqués Syndicaux

Section de Défense syndicale. — Tous les camarades s'occupent de l'organisation des sections doivent être présents à la réunion de ce soir, à 20 h. 30, à la Bourse du Travail, bureau du S.U.B.